

DU COOPÉRATIVISME AU COMMONER, RÉFLEXION SUBJECTIVE SUR L'ÉVOLUTION DU TRAVAIL ET DES COMMUNS

La résidence de Michel Bauwens en tant que chercheur au sein de Smart s'achève en juin 2020. Il a notamment eu pour mission de promouvoir dans la coopérative l'idée de Commun, qui devrait permettre aux travailleurs-euses autonomes de trouver des solutions collectives pour mieux vivre de la passion qui les anime dans leur activité professionnelle. « Commoners de tous les pays, construisons un nouveau monde » : ainsi pourrait-on résumer l'invitation qu'il nous adresse.

Né en 1958, Michel Bauwens est un informaticien belge, théoricien du pair-à-pair, auteur et conférencier. Il a notamment co-créé la fondation P2P¹, organisation internationale consacrée à l'étude, la recherche, la documentation et la promotion des pratiques de pair-à-pair.

En 2017, il mène à Gand un projet de recherche sur un

*Commons Transition Plan*². Il s'agissait de « documenter l'émergence et la croissance des communs dans la ville, d'expliquer pourquoi cela se produit et de déterminer le type de politiques publiques à même de soutenir les initiatives à base de communs, en se basant sur la consultation des citoyens actifs de Gand ».

Cette même année, il démarre une résidence de recherche au sein de la coopérative Smart pour une période de trois ans³, qu'il alterne avec

ses missions et conférences. Michel réfléchit aux liens entre Smart et les communs et aimerait que la coopérative soit une force politique et sociologique plus proactive au sein de la société. Pour lui, cette dynamique de changement peut se retrouver aussi du côté des membres en s'emparant de la puissance du discours de Smart, en créant du pair-à-pair. Smart peut devenir une force de mutualisation et ce, pas seulement dans le travail, mais dans tous les aspects de la



Photo : Gilles Labarbe

1 https://wiki.p2pfoundation.net/French_language

2 Plan de transition vers les communs : <https://stad.gent/en/city-structure/ghent-commons-city/commons-transition-plan-ghent>

3 Cf. « [Michel Bauwens, en résidence chez Smart](#) », Smart, 24-10-2017

vie : l'habitat, l'alimentation, l'épargne partagée, l'énergie renouvelable...

Au cours de deux entretiens menés en avril 2019, nous

avons pu échanger avec Michel sur les concepts clés de son travail et ses recherches. Peer to Peer, économie numérique et nomadisation, communs,

tension entre subordination et passion, nouvelles formes de travail et de vie...: voici quelques extraits de cet échange.

Le concept de pair·e à pair·e

« Avec les nouvelles technologies, nous avons mis en échelle la relation libre entre pair·es. Lorsqu'on est une petite communauté et que tout le monde se connaît, il est possible de solutionner les problèmes en discutant ensemble. Cette pratique reste limitée dans l'espace et le temps. Avec une technologie qui permet de se connecter, s'auto-organiser, créer la valeur et la distribuer différemment, cette pratique peut atteindre une échelle mondiale.

De nouveaux systèmes se développent sur la base de ces principes ; les « *open permissionless contributory system* ». Ce sont des systèmes ouverts, des plateformes ou

chacun·e s'inscrit et contribue sans permission, comme par exemple Linux, Arduino ou d'autres grands projets de l'économie digitale.

Nous rencontrons cette même logique dans les villes, les communs urbains à plus petite échelle. La différence aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus de local isolé du global⁴. Nous pouvons faire en même temps de la permaculture chez nous et être connectés avec tout un réseau qui échange des connaissances sur la permaculture dans le monde entier.

Il y a donc du pair·e-à-pair·e commun : des pair·es qui s'associent pour créer quelque



chose en commun : logiciel libre, design partagé... On peut aussi joindre une plateforme pour échanger. Dans ce cas, nous sommes dans le pair·e à pair·e marchand. »

Le·s commun·s et la technologie numérique

« Le commun, c'est aussi pouvoir créer de grandes ressources partagées, qui, mises en échelle, peuvent être mondiales. Il y a une vraie réémergence du modèle des communs dans la société

occidentale, alors que cela avait plus ou moins disparu depuis le 19^e siècle.

Les communs, ce sont à l'origine des ressources partagées naturelles ; les forêts,

des pêcheurs qui s'organisent pour gérer leur travail sans épuiser la ressource, les flancs de montagne en Suisse. Nous pouvons en retrouver l'esprit aujourd'hui dans des coopératives

⁴ Ezio Manzini, «[Small, local, open and connected](#)»

d'énergie renouvelable, les AMAP⁵, les jardins partagés, l'habitat coopératif...

Il y a un vrai *revival* du commun, lié à la technologie. Par exemple, si on prend les vélos partagés, dans les années 60, cela ne marchait pas car les vélos étaient volés. Aujourd'hui, nous savons les

géolocaliser. Le vol du vélo devient tout à fait gérable et on constate qu'il y a 10 000 projets de vélos partagés en cours dans le monde.

Il ne faut pas être angélique par rapport à la technologie mais il ne faut pas non plus être dans le déni. L'être humain est un être

technologique. Ce qui nous distingue d'autres espèces, c'est notre capacité à accéder à la complexité des systèmes technologiques.

Ma thèse principale, c'est que notre société est en train de changer, à côté de l'Etat et du privé se développe maintenant du commun. »

Société en transition, émergence des communs

« Nous pouvons dire que nous passons d'une société binaire, où la société civile ne comptait pas beaucoup, à une société triarchique, où de plus en plus de citoyen·nes sont engagé·es dans la construction de communs. Le commun devient un facteur économique et politique.

En lien avec le projet Smart, nous constatons qu'il y a

un délitement de la société salariale. Cela commence dans les années 80, lentement. Mais c'est une tendance forte. De plus en plus de travailleur·euses sortent du salariat classique. Il y a une nomadisation du travail. Les gens ont de plus en plus de jobs, de carrières basées sur des engagements par projet. Ils sont de plus en plus mobiles. Il y a l'émergence de

nomades digitaux dont de jeunes travailleur·euses numériques qui travaillent dans le monde entier. Dans bien des cas, nomadisation et travail au projet aboutissent à des situations de précarité.

Mon intérêt particulier est de lier le sort du précaire à l'émergence des communs. »

Travail autonome, précarité et force du commun

« De plus en plus de gens sortent d'un salariat fixe et de la sécurité qui y est liée. Ce sont en partie des gens victimes de l'évolution du capitalisme. Ce précaire est subi, non volontaire.

Mais il y a aussi de plus en plus de gens qui ne se sentent plus bien dans le salariat. Ils et elles ont un problème fondamental avec la subordination et cherchent de l'autonomie pour suivre leurs passions. Ils et elles vont devenir des travailleur·euses autonomes

par choix. Pas parce qu'ils choisissent toute la condition qui va avec, mais parce qu'ils sont prêts à sacrifier une certaine sécurité pour avoir la liberté de développer, d'avoir une carrière qu'ils et elles ont choisi, de s'engager dans des

⁵ Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique qui a du mal à subsister face à l'agro-industrie. En Belgique, on parle de GASAP, groupe d'achats solidaires de l'agriculture paysanne.

projets. Là est le lien direct avec les communs.

Pourtant, si on devient travailleur·euse autonome, on échange une dépendance à un employeur particulier contre une dépendance envers le marché. On n'est donc pas vraiment libre dans ce cas là non plus. L'économie du commun doit justement permettre une économie qui correspond à la passion de la personne.

Par exemple, à l'Aalto University d'Helsinki⁶, 98% des étudiant·es veulent travailler pour la durabilité. Mais 98% des gens qui vont chercher du travail vont devoir produire de l'obsolescence planifiée. Il y a donc un énorme décalage entre ce que le marché offre et la subjectivité de l'engagement des personnes qui voient les problèmes du monde, la transition écologique, le changement climatique, le manque de ressources et qui ne trouvent pas dans la société dominante une façon efficace de s'engager.

Pour ces gens-là, l'économie du commun est intéressante puisqu'ils et elles vont choisir leurs passions, ils et elles

vont pouvoir s'organiser avec d'autres qui ont les mêmes désirs et créer des plateformes qui peuvent aussi mener vers de vraies économies.

Quand on regarde l'état du monde aujourd'hui, il y a beaucoup plus de communs en dehors de l'Europe. En Afrique, 85% de la terre est encore du commun.

Pourtant, l'idéologie dominante du marché considère que les communs ne marchent pas, qu'il faut privatiser et être plus efficaces. Les communs traditionnels sont donc en danger, réduits à une position défensive. Par contre, les communs numériques sont offensifs. C'est intéressant. Si on est uniquement dans le défensif, on perd. Si nous n'avons pas de projet alternatif qui mobilise les énergies dans un sens positif et qu'on est uniquement dans le défensif, forcément l'ennemi va saper l'ensemble. Et nous perdons.

Les communs numériques sont plus efficaces aujourd'hui. Un des résultats de la technologie est qu'il est de moins en moins coûteux de collaborer et de plus en plus cher de faire la

compétition. Les grandes firmes automobiles sont toutes en train de discuter du délitement de l'automobile. Par contre, les services automobiles liés au commun sont en croissance, même s'ils restent émergents et marginaux.

A mesure que la crise sociale et écologique s'accroît, le choix des communs devient raisonnable et raisonné.

Si on peut maintenir une mobilité avec une voiture privée, cela deviendra de plus en plus intéressant de joindre une association sans but lucratif ou une coopérative de mobilité partagée qui garantit l'accès à la voiture, mais à des prix concurrentiels par rapport à la propriété. Dans la mesure où nous avons de moins en moins de revenus et de matières premières, le choix de mutualiser devient rationnel. Ce n'est donc pas que de l'opportunisme, mais une opportunité réelle. C'est une force. Quelque chose qui ne dépend que du dualisme ne peut pas dominer. Quand cela devient un choix rationnel pour un plus grand nombre, ce n'est plus une faiblesse. »

⁶ Ecole supérieure d'art, de design et d'architecture, réputée pour ses recherches dans divers domaines de pointe comme les technologies de l'information et de la communication, la numérisation, l'utilisation durable des ressources naturelles, les solutions énergétiques avancées.

Le renouveau des communs ?



« Avec le capitalisme, nous commençons à privatiser les ressources naturelles. Ce qui était commun va petit à petit s'affaiblir et disparaître.

Au 16^{ème} siècle, en Angleterre et en Ecosse, les paysans sont chassés de leurs terres. Ils se retrouvent ouvriers, meurent jeunes. Ils vont alors mutualiser leurs risques de vie. C'est la naissance du mouvement ouvrier, des mutualités, fraternités, syndicats. C'est une phase de communs sociaux. Cela ne va pas être privatisé mais nationalisé. L'Etat social est en grande partie née d'une généralisation de ces communs sociaux. C'est un

bien public plutôt qu'un bien commun.

Avec la phase numérique, il y a une mise en échelle, mais aussi une redécouverte de la coopération, on voit qu'on peut travailler ensemble et coordonner du travail complexe en dehors d'une hiérarchie centralisée.

Une phase plus récente est liée à la crise économique de 2008, avec des pays où la moitié des jeunes sont au chômage. Le choix de faire du commun pour pouvoir survivre ou pour avoir accès à des ressources à moindre prix, donne naissance aux communs urbains⁷. Les études menées en Flandre et dans le reste de la Belgique, aux Pays-Bas, en Catalogne démontrent que c'est une tendance générale en Europe occidentale.

Cette phase de communs urbains est une phase de redistribution. Prenons le cas des voitures, qui sont fabriquées par des firmes capitalistes. Si on agence différemment leur usage, si on prend 10% de voitures pour 100% d'usagers, puisque les voitures sont 95% du temps immobilisées dans un garage ou un parking, avec 10% de voitures, on garantit l'accès à tous. Mais il faudra continuer à

acheter les véhicules tant que nous n'aurons pas développé la capacité de fabrication.

Par contre, dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation, on voit émerger une nouvelle étape : les communs productifs. Quand on achète des panneaux solaires, on produit de l'énergie. C'est un glissement d'une production privée ou étatique vers une production dans les communs. C'est la même chose avec les AMAP. Ce qu'ils et elles mettent en commun, c'est l'écosystème. Chez Smart, nous sommes dans l'économie marchande. Nous sommes freelances, cherchons du boulot sur le marché, envoyons nos factures par le biais d'une plateforme. Comme c'est une coopérative, la plateforme est notre co propriété. Ce qui est commun, c'est la plateforme. Pour les AMAP, c'est la même chose. Ce qui la qualifie, c'est de produire la nourriture, c'est qu'il y a une solidarité entre producteurs et consommateurs et qu'ils et elles vont cogérer leur écosystème en polygouvernance.

On voit que c'est de plus en plus intéressant de redistribuer. Evidemment, cela dépend du capital qui est nécessaire pour produire. Mais c'est un faux problème.

⁷ Cf. page suivante sur l'expérience de Gand : il y avait 50 communs urbains en 2006, il y en a 500 en 2016.

Nous pouvons distribuer la production ; le « distributed manufacturing ». Nous pouvons avoir une grande usine où sont produites des milliers de voitures. Nous pouvons aussi avoir une usine en local avec des imprimantes 3D et fabriquer nos propres bus. Techniquement, c'est possible. C'est possible de produire en de plus petites séries qu'avant, changer le design, produire plus vite et plus près du besoin.

Pourquoi est-ce intéressant ? Notamment pour des raisons économiques. Nous dépensons aujourd'hui trois fois plus pour le transport que pour la production. En termes de thermodynamique, pour l'humanité, le problème est moins économique que politique. Tant qu'on laisse l'économie dégrader la terre et surutiliser des ressources qui deviennent de plus en plus rares, nous ne pouvons pas concurrencer cette organisation économique prédatrice. Si la société demande aux industries de

tenir compte de leurs externalités, des retombées de leur activité, cela deviendra intéressant pour elles de diminuer les frais de transport et les matières premières utilisées. Si c'est trop cher de produire en Chine, les usines américaines reviennent au Mexique. Nous pouvons imaginer des formes de production où nous sommes dans du produit local. Il faut décliner la logique du circuit court, de l'économie circulaire dans tous les secteurs de la production, y compris l'industrie. »

Une expérience : le plan de transition vers les communs de la ville de Gand⁸

Menée en 2017 par Michel Bauwens pour la partie recherche et Yurek Onzia en tant que coordinateur du projet, la consultation des citoyens actifs de Gand a permis la formulation de 23 propositions d'innovation institutionnelle pour faciliter le développement des biens communs.

Ces propositions appellent notamment à la création d'une « Assemblée des Communs pour tous les citoyens actifs dans la co-construction des communs afin de leur donner plus de pouvoir et poids social » ; « généraliser des appels d'offres non-compétitifs qui privilégient les coalitions les plus inclusives et complémentaires » ou

l'organisation d'une fête annuelle des communs.

Pour Gand, « le soutien aux biens communs représente une opportunité pour répondre aux défis environnementaux, impliquer plus activement les habitants dans la co-construction de leur ville et créer de nouvelles formes d'emploi au niveau local »⁹.

⁸ <http://blogfr.p2pfoundation.net/2017/09/08/plan-de-transition-vers-communs-de-ville-de-gand/>

⁹ Extraits du site <https://www.iew.be/rencontre-de-jumelage-projets-urbains-des-communs-a-gand/>

Pour aller plus loin : <http://blogfr.p2pfoundation.net/2017/09/08/plan-de-transition-vers-communs-de-ville-de-gand/>

Que fait-on avec notre coopérative de travail Smart ?

« Il faut insister sur la notion de commun et pas sur le travail. Tant qu'on reste sur la notion de travail, on reste centré sur le capital. Aussi longtemps qu'on se dit « je suis travailleur·euse », on est dans une lutte et dans le compromis avec le capital.

Quand je dis « je suis *commoner* », je peux construire autre chose, que j'appellerais post-capitaliste. Lorsque psychologiquement nous nous identifions comme *commoner*, nous construisons un nouveau monde.

Avec la notion du commun, nous ouvrons l'imaginaire et le rêve. Le coopérativisme est une forme du commun, limité. Mais les communs ont toujours été limités. L'économiste Elinor Ostrom décrit des communs de communautés, de villages. Cela n'a jamais été un commun mondial. Techniquement, ce n'est pas possible. Avec des ressources rivales, c'est-à-dire qui diminuent quand on les consomme¹⁰, il faut de la réciprocité.

Ma critique du coopérativisme porte sur deux grands dangers :

- Le capitalisme ouvrier. Nous produisons et concurrençons sur le marché comme si nous étions une entreprise classique, sauf que le profit reste partagé entre les membres de la coopérative.
- Le managérialisme : c'est une tendance dans les coopératives où une élite se forme. L'exemple du développement de la coopérative Mondragon hors du pays basque est parlant. En se développant dans d'autres pays, Mondragon n'a pas déployé la culture de la coopération et a connu ses premières grèves ouvrières. »¹¹

Une des propositions de Michel porte sur la notion de coopérative ouverte ; des structures qui s'obligent structurellement et statutairement à créer du commun.

« Par exemple, le logiciel libre est bon pour tout le monde, même si on est égoïste. C'est une approche qui reconnaît que l'être humain est en partie égoïste et en partie coopératif. Il faut essayer d'agencer ces deux impulsions pour

qu'elles ne soient pas contradictoires mais convergentes. Quelle méthode appliquée peut-on déployer ? Tant que nous resterons sur la valeur travail ou la coopérative de travailleur·euses, nous ne dépasserons pas le modèle capitaliste. C'est une orientation majeure à prendre. Smart protège le revenu des travailleur·euses. Mais ce que Smart ne fait pas encore, c'est aider la communauté à changer de logique de vie. Pourquoi ne pas être porteur de ce changement sur l'habitat, la mobilité partagée, aider les membres à mutualiser au-delà du travail mais aussi dans leur vie ? Avoir accès à toutes les bonnes choses, mais d'une façon qui soit en même temps équitable et écologiquement durable. Dans ce cas, les deux plans sont travaillés : augmenter le revenu mais aussi ce qu'il est possible de faire avec celui-ci. Avec un habitat groupé, de l'énergie renouvelable, de la nourriture, il est possible de bien vivre avec beaucoup moins de moyens économiques que n'importe quel citoyen !

¹⁰ A l'inverse, des ressources non-rivales, comme une émission diffusée à la radio, peuvent être disponibles pour une quantité indéfinie d'utilisateurs.

¹¹ Voir à ce propos, Maud Grégoire, « [Ce que le groupe Mondragón nous dit sur la dégénérescence coopérative dans les grandes coopératives](#) », éd. en ligne Smart, 2017

C'est ce que nous ne faisons pas assez. Nous sommes encore dans la fragmentation ; les uns vont manger mieux, les autres vont chercher une

coopérative... Ce que je voudrais développer, c'est cette conscience que tout est lié. Il s'agit d'un modèle civilisationnel. »

Smart peut être un véhicule pour cela.

Anne-Laure DESGRIS,
Été 2019- janvier 2020.

Sources et ressources

Michel BAUWENS (avec Jean LIEVENS), *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Paris, Éditions Les Liens qui libèrent, 2015,

Michel BAUWENS et Vasilis Kostakis, *Manifeste pour une véritable économie collaborative : vers une société des communs*, Lausanne-Paris,

Fondation Charles Léopold Mayer, 2017.

Michel BAUWENS, [Les communs, une nouvelle grille de lecture pour sauver la planète](#) (conférence)

Benjamin CORIAT (dir.), *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015

Timour SANLI, [Les communs : une voie à défricher collectivement](#), éd. en ligne Smart, 2018

Timour Sanli, *Imaginer un droit des communs : légitimer des existences précarisées*, éd. en ligne Smart, 2019

Site de la fondation Peer-to-peer : <https://p2pfoundation.net/>